Les banques italiennes de nouveau dans la tourmente

Les près de 160 milliards d'euros de créances douteuses accumulées dans le bilan des établissements de la péninsule soulèvent des inquiétudes.

Par Jérôme Gautheret et Véronique Chocron • Publié aujourd'hui à 10h44

Article réservé aux abonnés

Le ministre de l'intérieur italien, Matteo Salvini, dans les studios de la RAI, à Rome, le 10 janvier. Alessandra Benedetti /Corbis via Getty Images

Un nouveau coup de tonnerre a frappé en début de semaine les banques italiennes, à la Bourse de Milan. Les marchés, rendus nerveux par la hausse du risque politique en Europe et le fort ralentissement de l'économie transalpine, perceptible depuis l'été 2018, ont encore sanctionné le maillon faible de l'Europe bancaire, qui semblait enfin sorti de l'ornière depuis quelques mois.

Le remède de cheval que la Banque centrale européenne (BCE) entend appliquer aux près de 160 milliards d'euros de créances douteuses accumulées dans le bilan des banques de la Péninsule a allumé la mèche. Ces prêts, parce qu'ils risquent de ne jamais être remboursés par les entreprises et les particuliers qui les ont souscrits, constituent une bombe à retardement pour les institutions financières. Le superviseur européen des banques a donc demandé aux établissements de la zone euro de constituer suffisamment de provisions dans leurs comptes pour couvrir ces stocks de prêts dits « non performants ».

Lire aussi | **Pourquoi la BCE ne sauvera pas l'Italie**

Toutes les banques européennes devront rentrer dans le rang, mais l'Italie, avec un fardeau de crédits douteux hérités d'une crise plus lourde que ses voisins français ou allemand, devra fournir un effort beaucoup plus soutenu. Selon le gouvernement italien, il pourrait atteindre 15 milliards d'euros, avec des modalités variables selon les établissements.

Si la BCE a publié, en juillet 2018, les grandes lignes de sa politique sur les stocks de crédits douteux, les banques n'ont toutefois été prévenues qu'en décembre et en janvier des recommandations individuelles formulées par le superviseur.

Monte dei Paschi di Siena sanctionnée par les marchés

C'est la plus fragile des grandes institutions financières de la Péninsule, Monte dei Paschi di Siena (MPS), sauvée par l'Etat italien en 2017, qui a communiqué la première, vendredi 11 janvier, en révélant qu'elle avait jusqu'à la fin de 2026 pour honorer ses obligations de couverture.

Le vice-président du Conseil, Matteo Salvini, a accusé la BCE de mettre sciemment en péril le système bancaire par son « attitude agressive »

Anticipant le fait que la marche sera particulièrement haute pour la plus vieille banque du monde, dont 16 % des crédits sont considérés comme douteux, les marchés l'ont aussitôt sanctionnée. Après avoir cédé plus de 10 % lundi et 7,65 % mardi, l'action MPS a freiné sa chute, mercredi, tout en atteignant son plus bas niveau historique. A sa suite, l'ensemble du secteur a connu une forte baisse, signe de l'extrême fébrilité des investisseurs.

Le Monde utilise des cookies pour vous offrir une expérience utilisateur de qualité, mesurer l'audience, optimiser les fonctionnalités des réseaux sociaux et vous proposer des publicités personnalisées. En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez l'utilisation de cookies dans les conditions prévues par notre politique de confidentialité. En savoir plus et gérer les cookies.

Paramétrer les cookies

Accepter